



BILAN ANNUEL

VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE DE POLICE

2002

Mot du directeur

Nous avons tous été ébranlés par le décès du policier Benoît L'Écuyer, tué par balle le 28 février. Les funérailles civiques ont eu lieu le 5 mars en présence d'une foule de dignitaires et de représentants des communautés civile et policière venues honorer sa mémoire.



L'année 2002 en fut une d'envol tant sur le plan municipal, avec la création de la nouvelle Ville de Montréal, que sur celui de la sécurité publique, avec la mise en vigueur de la nouvelle carte policière provinciale. Nous avons donc favorisé l'arrimage de nos systèmes administratifs avec ceux de la Ville ainsi que le développement de nos modes de fonctionnement avec les 27 arrondissements. Notre participation au Sommet de Montréal, tenu les 4, 5 et 6 juin, a nécessité l'étroite collaboration de plusieurs membres du SPVM à diverses tables de travail en préparation des rencontres.

Dans l'ensemble, la criminalité a diminué. Cette année, 47 homicides ont été commis par rapport à 66 en 2001, soit une baisse de 28,8 %. Les infractions au *Code criminel* ont diminué de 3,4 %, les crimes contre la personne de 4,2 %, les voies de fait de 4,6 % et les vols qualifiés de 4,4 %. Toutefois, les agressions sexuelles ont augmenté de 4,3 %. Le nombre des introductions par effraction a baissé de 6 % et les vols de véhicules-moteur de 11,5 %.

Comme vous le savez, l'année 2002 a été marquée par le projet *Amigos* qui nous a permis de démanteler l'organisation des *Bandidos* de Montréal grâce à l'excellente collaboration entre plusieurs unités du Service et à l'appui de plusieurs partenaires externes, dont la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec — Division Montréal, Québec et Rouyn-Noranda, les services de police de Québec, de Longueuil et de Laval et les policiers du *Biker Enforcement Unit* de l'Ontario. En regard de la lutte au terrorisme, nous avons poursuivi nos travaux avec nos partenaires gouvernementaux et les membres du Comité aviseur antiterrorisme de Montréal (CAAM).

En plus des activités de la gendarmerie dans les 49 postes de quartier, les policiers et policières ont assuré 1054 services d'ordre lors de manifestations publiques, de conflits de travail et de grandes fêtes populaires. Ils ont également consacré beaucoup d'efforts à la lutte aux incivilités afin de rehausser le sentiment de sécurité des citoyens et citoyennes et leur qualité de vie. Dans le domaine de l'intervention policière en santé mentale, le SPVM a été l'hôte de la première Conférence nationale lors de laquelle des policiers et des enquêteurs de plusieurs services policiers canadiens ont échangé sur les meilleures pratiques, en compagnie d'experts du domaine de la santé.

Le 8 mars, Journée internationale de la femme, nous avons participé avec nos partenaires à une journée de sensibilisation à la violence conjugale envers les person-

nes handicapées. Du 10 au 16 mars, les postes de quartier se sont associés à la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle, alors que du 18 au 23 du même mois nous avons marqué la Semaine d'actions contre le racisme par plusieurs activités. Au cours de la Semaine québécoise de la police, nous avons tenu deux expositions d'envergure au centre commercial Angrignon et aux Galeries d'Anjou afin de sensibiliser la population au travail de la police. Enfin, nous avons également participé à la Course au flambeau des agents de la paix, une campagne de souscription au bénéfice des Jeux olympiques spéciaux du Québec.

En accord avec notre plan de consolidation du changement, nous avons évalué le fonctionnement de la police de quartier cinq ans après le début de son implantation. La firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton en a établi le diagnostic à la suite de consultations internes et externes. Afin d'élaborer des pistes de solution, j'ai mis sur pied les six chantiers suivants : attentes de la population, optimisation des processus, renforcement des postes de quartier, rapprochement de la Gendarmerie et des Enquêtes, valorisation du personnel et intégration de la culture, de la structure et de la gouverne.

Au chapitre des relations policières, nous avons collaboré, entre autres, avec l'Association canadienne des chefs de police, les *Major Cities Chiefs*, l'Association des directeurs de police du Québec, le Service canadien des renseignements criminels et l'École nationale de police du Québec. Du 8 au 11 mai, le Service de police a été l'hôte du Congrès de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), dont l'organisation a été pilotée par un comité du Service présidé par le directeur adjoint des Enquêtes, Richard McGinnis, avant son départ à la retraite.

À l'interne, la Division des ressources humaines a amorcé l'implantation du nouveau Plan de développement professionnel (PDP), un outil de perfectionnement et de gestion de la carrière policière. Comme vous le constaterez à la lecture du bilan qui suit, de multiples autres réalisations sont dignes de mention. Au nom des membres de la direction du Service, je tiens à reconnaître le dévouement de l'ensemble du personnel grâce auquel nous avons pu remplir adéquatement notre mission de sécurité publique en fonction des attentes de la population de notre territoire.

Le directeur,

Valeurs organisationnelles du Service de police

Dans toutes leurs décisions et leurs actions à l'endroit des citoyens comme de leurs collègues, les membres du Service de police sont guidés par les valeurs suivantes :

La recherche de l'excellence

Nous recherchons l'excellence dans nos rapports avec les citoyens, dans les services rendus ainsi que dans notre gestion. Nous visons également l'amélioration continue de la qualité dans toutes nos actions.

L'importance du personnel

Le personnel du Service constitue notre force et notre ressource principale. Nous croyons que la satisfaction des aspirations individuelles et le respect des personnes par leur implication et la reconnaissance des réalisations sont fondamentaux dans la poursuite de notre mission.

Le respect des droits et libertés

Pour nous, le respect des droits et libertés des citoyens constitue le principe fondamental qui guide nos relations avec la communauté et avec notre personnel.

Le professionnalisme

La rigueur, le respect des règlements et la formation continue sont au cœur de l'action du Service. Nous cherchons à donner l'exemple par un comportement qui reflète le respect des lois et qui crée un sentiment de confiance et de crédibilité. La valorisation du travail repose sur le professionnalisme.

Mission

En partenariat avec les institutions, les organismes socio-économiques, les groupes communautaires et les citoyens et citoyennes, le Service de police de la Ville de Montréal s'engage à promouvoir la qualité de vie de tous les citoyens et citoyennes sur le territoire, à favoriser le sentiment de sécurité et à développer un milieu de vie paisible et sûr, dans le respect des droits et libertés garantis par les chartes québécoise et canadienne.

Budget 2002

Le budget 2002 s'élevait à 420 743 000 \$, soit une augmentation de 20 774 000 \$ par rapport au budget 2001, ou 5,2 %.

Table des matières

Mission, budget 2002, valeurs organisationnelles du Service de police

Mot du directeur	1
Les orientations stratégiques 2002	2
Effectif total	6
Évolution de la criminalité	9
Statistiques annuelles	10
Dossiers organisationnels	20
Planification stratégique et budgétaire	22
Affaires internes	24
Direction de la gendarmerie	26
Direction des enquêtes	30
Direction du support administratif	32
Conseil de direction	35

Chaque année, le SPVM, en accord avec les élus de la Ville de Montréal, fixe ses orientations stratégiques en fonction de diverses tendances issues principalement de l'analyse de l'environnement externe. L'ensemble des unités opérationnelles et administratives du Service de police travaille à la concrétisation de chacune de ces stratégies.

Renforcer le sentiment de sécurité

Les incivilités

Grâce à la synergie entre les PDQ 16 et 17, les unités Intervention jeunesse, Analyse et Renseignement tactique Sud, Prévention et Relations communautaires, Planification stratégique et budgétaire et Communications ainsi que les organismes publics qui se chargent de nettoyer les graffitis sur le domaine public, depuis juillet, le projet *Les graffitis à Verdun, c'est terminé*, a marqué des points. En effet, depuis ce temps, on compte moins de 12 % de récidive. Soulignons également l'engagement de l'arrondissement de Verdun et sa contribution de 180 000\$ au nettoyage rigoureux sur le domaine privé.

Par ailleurs, le **prostitution** dans la rue ou dans les parcs occasionne bon nombre de plaintes de la part de citoyens et de commerçants. Pour nous acquitter de notre mission, nous avons adopté un plan d'action destiné à améliorer la qualité de vie et le sentiment de sécurité des citoyens. Sur le plan opérationnel, le SPVM a entrepris de cibler les revendeurs de stupéfiants qui ravitaillent les prostituées et les prostitués, d'intervenir auprès d'eux et de poursuivre les opérations auprès des clients. De plus nous priorisons les dossiers où des juvéniles sont impliqués. À cet égard, un groupe de travail a été formé pour enquêter sur la problématique de l'exploitation sexuelle des juvéniles à des fins commerciales, en incluant toutes les formes de prostitution et de pornographie.

Nous avons mis sur pied le projet *Cyclope* au mois de mai. Ce dernier prône une approche fondée sur le partenariat interne et externe et comporte plusieurs étapes afin de réduire les irritants dans les quartiers ciblés. La toxicoprostitution est une problématique importante dans le centre-sud de Montréal. En septembre, le module Moralité, Alcool et Stupéfiants (MAS) Sud a lancé l'opération *Surmulot*, une enquête contre un réseau de vente de stupéfiants qui se limitait en grande partie à alimenter en drogues les prostituées et les prostitués. Le 11 décembre, plusieurs unités d'enquêtes ont effectué 10 perquisitions. Treize personnes ont fait l'objet d'arrestation et de nombreuses accusations de trafic et de complot de trafic de stupéfiants ont été portées.

Les introductions par effraction

Afin de prévenir les tentatives de cambriolage tout en améliorant le taux de solution des crimes, le PDQ 17 a relancé le projet *Bronze/Argent/Or*. Plusieurs intervenants internes et externes y ont participé, dont

l'Université de Montréal, qui a effectué un sondage auprès de 200 victimes afin d'évaluer le programme et sa portée.

Des groupes d'interventions sectoriels ont été mis sur pied afin d'appuyer les Enquêtes et la Gendarmerie dans la résolution de problématiques liées aux introductions par effraction. À titre d'exemple, le groupe sectoriel Sud, en collaboration avec les policiers du PDQ 23, a joué un rôle déterminant dans une enquête portant sur un important receleur. L'enquête a permis d'identifier plusieurs criminels qui fréquentaient un commerce de brocante exploité sans permis ni raison sociale. Une perquisition a mené à la saisie de marchandises volées d'une valeur de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Une quarantaine de dossiers d'introductions par effraction et de vols ont ainsi été élucidés et les marchandises récupérées retournées à leurs propriétaires.

Une recrudescence d'introductions par effraction dans les édifices à bureaux du centre-ville a incité le Centre opérationnel Sud à ouvrir une enquête par concentration contre les voleurs d'ordinateurs. L'enquête a permis de solutionner 49 événements. Six cents chefs d'accusations ont été déposés contre les six individus arrêtés.

Les divers intervenants dans le dossier *Brocanteurs* ont élaboré une nouvelle structure afin d'améliorer la coordination entre les Enquêtes et la Gendarmerie. À plus grande échelle, le SPVM, la Cour municipale et le Service du contentieux de la Ville de Montréal ont rédigé des propositions d'amendements au règlement qui régit cette activité afin d'améliorer l'efficacité du processus. Plusieurs démarches ont été entreprises afin de coordonner les diverses actions policières en la matière dont une banque de données informatique qui sera bientôt disponible.

Combattre et prévenir la criminalité

La criminalité de violence

Parmi les résultats des efforts consacrés à contrer cette criminalité, deux cas sont dignes de mention. Grâce à l'analyse d'informations obtenues par la Section des agressions sexuelles en collaboration avec d'autres unités d'enquête du SPVM et de plusieurs autres services policiers, le projet *Angel* visait l'arrestation et la mise en accusation d'un meurtrier et agresseur sexuel en série. L'enquête a permis de déposer des accusations d'homicide dans trois dossiers à caractère sexuel survenu à Montréal en 2001 et au début des années 1990 ainsi que pour une agression sexuelle survenue à Sainte-Thérèse en septembre 2002. Un second individu a également été arrêté et accusé de complicité après le fait et de complot dans le dessein de commettre une agression sexuelle.

Par ailleurs, à la suite de l'agression de trois femmes dans le métro et à proximité de celui-ci, nos enquêteurs ont rencontré les victimes, consulté les dossiers d'agressions similaires et collaboré avec la Société de transport de la Ville de Montréal (STM) de même que les PDQ 21 et 22 pour élucider le dossier. Le suspect, dont l'identité a été confirmée par les témoins et les victimes, a été arrêté le 14 décembre. Une recherche d'ADN a été demandée afin d'étoffer la preuve.

Les gangs de rue

Des gangs de rue présents sur le territoire établissent des liens fonctionnels avec les organisations criminelles plus structurées. Les membres de certains gangs sont de plus en plus jeunes et intimidants.

Le MAS Nord, dans le cadre d'une enquête multidisciplinaire qui réunissait la Division du crime organisé, les unités Intervention jeunesse, Analyse et les postes de quartier, a mis sur pied le projet *Journal* dans le but de neutraliser un groupe de suspects membres du gang les Bo-Gars, qui utilisaient la technique dite du « home invasion » pour se procurer des armes à feu. Au cours de perquisitions menées en juin, les officiers ont saisi 17 armes à feu, des explosifs et des vestes pare-balles. Quarante-trois plaintes criminelles ont été résolues et quelque 200 chefs d'accusation ont été portés contre 61 membres ou relations des Bo-Gars et leur chef. Résultat : la déstabilisation de l'organisation et le renforcement du sentiment de sécurité des citoyens du secteur.

Le MAS Sud a amorcé l'enquête *Opération Safari* le 15 janvier, relativement à un réseau de revente de crack qui œuvre principalement dans les limites du plan d'habitation Jeanne-Mance au centre-ville. Des policiers du PDQ 21 et des enquêteurs du MAS Sud se sont joints aux enquêteurs de la Division du crime organisé en juin afin de mettre un terme aux activités criminelles du groupe. Les policiers ont effectué 23 perquisitions le 2 octobre au cours desquelles 22 individus ont été arrêtés. Ces personnes font face à des accusations de trafic de stupéfiants, de

complot de trafic et d'autres qui tombent sous les nouvelles dispositions du *Code criminel* en matière de lutte au gangstérisme.

Priorité jeunesse

Le MAS Ouest a mis sur pied un groupe de travail en septembre afin de contrer l'exploitation sexuelle de juvéniles à des fins commerciales. Son mandat inclut le retrait des jeunes du giron de la prostitution, l'arrestation des prédateurs et leur inculpation. L'équipe collabore étroitement avec les unités spécialisées en matière d'agressions sexuelles et de jeunesse et avec des partenaires externes. Trente-trois arrestations ont été effectuées à ce jour et 66 dossiers portant sur 72 suspects sont actuellement sous enquête.

Les motards criminels et le crime organisé

L'année 2002 a été celle du projet *Amigos*, qui visait le démantèlement de l'organisation des Bandidos de Montréal. Cette opération a mené au démantèlement de quatre chapitres (Montréal, Québec, Kingston et Toronto) et à l'inculpation de 66 membres et associés. Trente-trois perquisitions (concentrées sur Montréal, Val D'or, Kingston, Toronto et Québec) ont permis la saisie de 269 357 \$ CA, 5 565 \$ US, 223 kilos de haschisch, 16,25 kilos de cocaïne, 30 256 pilules de méthamphétamine, 520 pilules d'*ecstasy*, 8,5 livres et 825 plants de marijuana, 6 mitraillettes, 35 armes à feu et plusieurs boîtes de munitions. D'autres perquisitions effectuées dans des institutions financières et plusieurs ministères fédéraux et provinciaux ont mené à la saisie de quelque 140 000 \$.

Le module Produits de la criminalité a appuyé plusieurs unités d'enquêtes, dont les modules Moralité, Alcool et Stupéfiants, les centres opérationnels et le module Antigang de la Division du crime organisé. Les projets visaient entre autres les Bandidos, les gangs de rue seniors et l'organisation Samimi, dont la spécialité est le vol de véhicules de luxe. Concernant ce dernier volet, les enquêteurs du module Antigang ont arrêté plusieurs individus impliqués dans des réseaux en Ontario et ont effectué des perquisitions dans des résidences de la région de Toronto.

Dans le cadre du projet *Panthéon*, les policiers du Service ont démantelé un réseau de preneurs au livre (bookmakers) en début d'année et ont arrêté les têtes dirigeantes. Une vingtaine de personnes étaient associées à cette organisation, qui générerait des revenus de plusieurs centaines de milliers de dollars par année.

En matière d'alcool, signalons, entre autres, le démantèlement de deux organisations qui exploitaient des réseaux illégaux de distribution d'alcool. De plus, un conteneur de vodka qui avait été dérobé dans le Port de Montréal a été retrouvé. Résultat : 11 790 contenants d'alcool saisis pour un total de 28 701 litres. En matière de tabac, deux projets d'importance ont été menés en 2002.

Le premier, nommé *Midwest*, visait un distributeur de tabac illégal qui approvisionnait une cinquantaine de dépanneurs dans la région de Montréal et générait un chiffre d'affaires évalué à un million de dollars. Le deuxième visait une organisation qui ensachait illégalement du tabac haché et le revendait à des Amérindiens pour revendre sur des réserves. Entreprises avec la collaboration des divers partenaires du projet ACCES — la Sûreté du Québec, la Gendarmerie royale du Canada, le ministère du Revenu et plusieurs services policiers municipaux — les deux opérations ont mis à jour une fraude contre le gouvernement de plus d'un million de dollars et la contrefaçon d'une marque de commerce de tabac.

Partenariat et service correctionnel

Depuis la mi-septembre, un agent des Libérations conditionnelles travaille exclusivement aux dossiers du Service de police de la Ville de Montréal et consacre une partie de son temps à la recherche de délinquants en liberté illégale sur le territoire, particulièrement ceux qui ont un lourd passé criminel. Ce projet pilote a permis d'augmenter de 40 % la capture de délinquants en liberté illégale sur le territoire.

Consolider le modèle de police de quartier

Consolidation de la structure jeunesse

La Section de l'intervention jeunesse, sous la gouverne de la Direction de la gendarmerie, a fêté son premier anniversaire en septembre. Son mandat inclut l'appui aux postes de quartier dans la résolution des problématiques jeunesse et d'enquête sur les cas de fugues, de disparitions et de signalement.

La Section a élaboré un plan d'action intégré qui englobe les unités avec qui elle est en lien, soit le module Moralité, Alcool et Stupéfiants, le module Jeunesse et Gangs de rue et la Section de la prévention et des relations communautaires. Elle a également précisé un nouveau mode de fonctionnement en ce qui a trait aux disparitions et aux fugues et élaboré des protocoles d'entente entre le SPVM et les Centres Jeunesse de Montréal (CJM) — ses partenaires de première ligne — afin d'arrimer et d'harmoniser leurs fonctionnements respectifs. De plus, elle a analysé les impacts sur son travail de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2003.

En collaboration avec la Section de la formation, le personnel a reçu une formation en intervention auprès des jeunes suicidaires ainsi qu'en enquête sur les disparitions et fugues. Les policiers de la Section du support tactique et spécialisé, module Crime technologique, ont également formé le personnel aux outils et aux moyens techniques de base à utiliser pour consulter les fichiers informatiques que les jeunes utilisent pour le clavardage.

La Section a développé et entretenu des liens avec des partenaires externes grâce à sa participation à des comités, à des réunions et à des tables régionales. À l'interne, elle a participé en septembre à la création d'une équipe multidisciplinaire sur l'exploitation sexuelle des juvéniles à des fins commerciales.

Une ligne d'urgence unique permet aux patrouilleurs de joindre directement les enquêteurs en cas de disparitions ou de fugues.

Consolidation des groupes d'intervention

Afin de mieux répondre aux besoins des postes de quartier en matière d'encadrement de manifestations publiques, nos groupes d'intervention dans les centres opérationnels ont pris la relève du groupe Tactique au mois de mai. On peut maintenant compter sur 280 policiers et policières habilités à la gestion de foule. Ces policiers sont intervenus 200 fois au cours de l'année.

En cours d'année, instructeurs et groupes de moniteurs ont formé les membres des sections d'intervention en contrôle de foule et ont formé une soixantaine d'agents (quinze par section) à la maîtrise de chiens dangereux.

Maintien des compétences au tir

La Section de la formation, avec l'appui de la Direction de la gendarmerie, a mené une importante étude sur les compétences au tir afin de satisfaire au besoin de rehausser les normes. La Direction de la gendarmerie a opté pour la mise en place d'une équipe permanente composée de deux instructeurs de tir et de neuf moniteurs reconnus par l'École nationale de police du Québec.

Dans le cadre de la transition du revolver au pistolet 9 mm, amorcée cette année, 1 200 policiers et policières ont reçu leur nouvelle arme lors d'une session de formation de deux jours. La transition devrait être terminée à la fin de 2004.

Soutien aux postes de quartier

La Division de la planification stratégique et budgétaire (DPSB) a produit divers documents d'aide à la gestion à l'intention des commandants. Une analyse de la participation des agents de quartier à la lutte au crime organisé a été faite à partir d'un ensemble de dossiers menés par les enquêteurs des centres opérationnels et des unités spécialisées et qui portaient sur les gangs de motards et les gangs de rue dans trois quartiers de Montréal. De plus, une analyse des taux d'accroissement de la population, par postes de quartier et arrondissements, a été effectuée afin de déterminer les secteurs en voie de développement et ceux qui sont en déclin.

La mise en application du projet relatif à l'exploitation sexuelle des juvéniles à des fins commerciales a débuté en 2002. Visant à développer l'intervention en équipe multisectorielle et opérationnelle intégrée, le projet a déjà mis à contribution des policiers de la Gendarmerie et des Enquêtes, des conseillers du SPVM, des intervenants des Centres Jeunesse et des substituts du Procureur de la cour du Québec et de la Chambre de la jeunesse. Une présentation a été faite, conjointement avec la Section de la prévention et des relations communautaires sur la diversité culturelle, ethnique, religieuse et sexuelle de la communauté montréalaise.

Des conseillers de la DPSB ont effectué des études et participé à divers projets en vue d'appuyer les intervenants des postes de quartier dans leurs activités, y compris l'évaluation des activités des agents de quartier dans le cadre de la répartition des effectifs, la mise en place d'un processus d'intervention dans le cadre de l'application du projet de loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, une analyse des milices para-policières en milieu urbain et une recherche documentaire sur la formation en ligne.

Effectif total au 31 décembre 2002

Effectif policier

Effectif policier autorisé	4 237 ¹
Effectif policier réel	4 181 ²
Hommes	3 145 (75 %)
Femmes	1 036 (25 %)
Grade	
Agent	2 962
Sergent	459
Sergent-détective	539
Lieutenant	31
Lieutenant-détective	58
Capitaine	1
Capitaine-détective	1
Commandant	95
Inspecteur	14
Inspecteur-chef	13
Assistant directeur	5
Directeur adjoint	2
Directeur	1

1 Ce chiffre de 4 237 policiers autorisés comprend l'effectif policier autorisé régulier de 4 157 policiers permanents ainsi que les prêts de service, les retraites anticipées et autres projets spéciaux qui se chiffrent à 80 postes.

2 Ce chiffre de 4 181 policiers exclut les 42 policiers temporaires en service au 31 décembre 2002.

Effectif civil*

Effectif civil total	1 300
Accréditation syndicale	
Col blanc	631
Col bleu	49
Brigadier scolaire	522
Professionnel	20
Cadre	78

* Par effectif, on entend le nombre de postes autorisés; celui-ci coïncide avec le nombre de postes comblés, tous les postes civils autorisés étant comblés de façon permanente ou temporaire.

Embauches et départs

Embauche de policiers réguliers permanents

Total	141*	
Hommes	86	(61 %)
Femmes	55	(39 %)
Autochtones	1	(0,7 %)
Communautés culturelles	21	(14,9 %)
Majoritaires	97	(68,8 %)
Minorités visibles	22	(15,6 %)

* Ce nombre comprend 18 agents auxiliaires qualifiés pour la fonction d'agent de quartier.

Embauche de policiers auxiliaires permanents

Total	7	
Hommes	4	(57,1 %)
Femmes	3	(42,9 %)
Autochtones	-	
Communautés culturelles	3	(42,9 %)
Majoritaires	1	(14,2 %)
Minorités visibles	3	(42,9 %)

Départs

Retraite	
Agent	54
Sergent	6
Sergent-détective	30
Lieutenant	5
Lieutenant-détective	2
Capitaine	0
Capitaine-détective	1
Commandant	7
Inspecteur	0
Inspecteur-chef	1
Assistant directeur	0
Directeur adjoint	2
Total	108
Démission	
Policier régulier permanent	21
Policier temporaire	6
Policier auxiliaire permanent	0
Total	27
Radiation (policier)	
Invalidité	4
Congédiement	5
Total	9
Décès (policier)	
En service	1
Non en service	3
Total	4

Répartition des policiers par âge

	Nbre de policiers
20-29	1 040
30-39	1 780
40-49	1 028
50-59	332
60+	1
Total	4 181

Répartition des policiers par années de service

	Nbre de policiers
0-4	1 119
5-9	756
10-14	749
15-19	848
20-24	236
25-29	380
30-34	87
35+	6
Total	4 181

Moyenne d'âge : 36 ans

Moyenne d'ancienneté : 12 ans

Effectif policier autorisé et comblé par direction

Direction	Autorisé	Comblé	Vacant
Gendarmerie	3 028	2 968	60*
Enquêtes	1 079	1 082	-3
Direction	58	58	0
DSA	72	73	-1
Total	4 237	4 181	56

* Ce nombre comprend 49 policiers temporaires, soit un policier temporaire par poste de quartier.

Effectif civil autorisé et comblé par direction

Direction	Autorisé	Comblé	Vacant
Gendarmerie	847	827	20*
Enquêtes	127	127	0
Direction	71	70	1
DSA	255	255	0
Total	1 300	1 279	21

* Ce nombre inclut 20 postes vacants de brigadiers scolaires.

Effectif total autorisé et comblé par direction

Direction	Autorisé	Comblé	Vacant
Gendarmerie			
policiers	3 028	2 968	60
civils	847	827	20*
Enquêtes			
policiers	1 079	1 082	-3
civils	127	127	0
Direction			
policiers	58	58	0
civils	71	70	1
DSA			
policiers	72	73	-1
civils	255	255	0
Total			
policiers	4 237	4 181	56
civils	1 300	1 279	21
Total	5 537	5 460	77

* Ce nombre inclut 20 postes vacants de brigadiers scolaires.

Évolution de la criminalité

Au total, 138 298 infractions au *Code criminel* ont été rapportées sur le territoire du Service de police, une diminution de 3,4 % par rapport à 2001. La tendance globale à la baisse de la criminalité s'est maintenue en 2002.

Le nombre de crimes rapportés a diminué de 36,8 % depuis 1991 et il est maintenant le moins élevé depuis plus de 20 ans.

Les crimes contre la personne

Le nombre de crimes contre la personne a diminué de 4,2 %, passant de 28 789 en 2001 à 27 578 en 2002. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive, soit 12,9 % au cours des deux dernières années.

Homicides

Les homicides sont passés de 66 en 2001 à 47 en 2002, une diminution de 28,8 %. Le nombre d'homicides en 2002 se situe nettement sous la moyenne de 68 enregistrée depuis 1980 sur le territoire.

Tentatives de meurtre

Le nombre de tentatives de meurtre a augmenté de 10,8 %, passant de 102 en 2001 à 113 en 2002. Malgré cette hausse, le nombre se situe sous la moyenne de 120 enregistrée au cours des cinq années précédentes.

Voies de fait

Le nombre de voies de fait a diminué de 4,6 %, passant de 15 849 en 2001 à 15 126 en 2002. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive, soit 13,7 % au cours des deux dernières années.

Agressions sexuelles

Le nombre d'agressions sexuelles est passé de 1 480 en 2001 à 1 544 en 2002. Cette hausse de 64 agressions sexuelles représente une augmentation de 4,3 %.

Vols qualifiés

Le nombre de vols qualifiés a diminué de 4,4 % en 2002, passant de 4 455 à 4 260. Ces délits ont diminué de 18,2 % au cours des trois dernières années. Le nombre de vols qualifiés a chuté de moitié en 20 ans.

Les crimes contre la propriété

Les crimes contre la propriété ont diminué de 4,2 %, passant de 105 566 en 2001 à 101 183 en 2002. Le nombre de crimes contre la propriété a diminué de 22,8 % depuis 1997 et de 42,3 % depuis 1991. Notons qu'à l'exception des fraudes, tous les types de crimes contre la propriété ont connu une baisse en 2002.

Crimes d'incendie

Le nombre de crimes d'incendie a diminué de 18,4 % en 2002, passant de 1 007 à 822. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive, le nombre de crimes d'incendie ayant diminué de 21,9 % au cours des deux dernières années.

Introductions par effraction

Pour une cinquième année consécutive, le nombre de cambriolages a connu une baisse, soit de 6 % en 2002. À titre comparatif, le nombre d'introductions par effraction était de 43 112 en 1991. Les 21 477 introductions par effraction enregistrées en 2002 représentent donc une diminution de 50,2 % depuis 1991. Pour une quatrième année consécutive, les cambriolages dans les résidences ont connu la diminution la plus marquée, passant de 15 496 en 2001 à 14 344 en 2002, soit une diminution de 7,4 %. Le nombre de cambriolages dans les résidences a diminué de 39,4 % au cours des quatre dernières années.

Vols de véhicules-moteur

Cinquième baisse consécutive pour les vols de véhicules-moteur, le nombre passant de 16 659 en 2001 à 14 747 en 2002, une diminution de 11,5 %. Depuis 1997, le nombre de vols de véhicules-moteur sur le territoire a diminué de 31,8 %.

Vols simples

Le nombre de vols simples a diminué de 1,5 %, passant de 44 405 en 2001 à 43 719 en 2002 à la suite d'une diminution de 5,5 % en 2001. Les vols simples affichent une tendance à la baisse depuis plus de 10 ans, ayant diminué de 40,9 % depuis 1991.

Fraudes

Les fraudes sont les seuls crimes contre la propriété à avoir augmenté en 2002, passant de 6 539 à 7 341, une hausse de 12,3 %. La tendance à la hausse amorcée au cours des dernières années s'est ainsi poursuivie : le nombre de fraudes enregistré en 2002 était de 48,1 % supérieur à celui de 1997.

Méfais

Le nombre de méfaits a diminué pour une deuxième année consécutive, passant de 13 604 en 2001 à 12 706 en 2002, une diminution de 6,6 %. Le nombre de méfaits enregistré en 2002 était deux fois moins élevé que celui de 26 025 enregistré en 1991.

Évolution de la criminalité par mois

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
Crimes contre la personne					
Homicides	4	4	0	5	5
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	7	6	5	15	5
Voies de fait	1 099	1 109	1 222	1 296	1 248
Agressions sexuelles	116	133	119	134	112
Vols qualifiés	365	417	336	338	343
Autres infractions contre la personne	468	485	547	566	621
Total	2 059	2 154	2 229	2 354	2 334
Crimes contre la propriété					
Crimes d'incendie	50	67	64	70	80
Introductions par effraction	1 988	1 677	1 659	1 644	1 605
Vols de véhicules-moteur	1 192	1 137	1 193	1 205	1 180
Vols simples	2 928	2 846	3 154	3 351	3 571
Possession de biens volés	22	22	26	30	42
Fraudes	567	561	610	646	657
Méfais	755	815	953	1 175	1 244
Total	7 502	7 125	7 659	8 121	8 379
Autres infractions au Code criminel					
Prostitution	18	22	13	57	26
Infractions relatives aux armes à feu	7	21	16	24	25
Infraction contre l'administration de la loi et de la justice	374	429	464	513	512
Autres C.C.	235	210	208	198	250
Total	634	682	701	792	813
Délits et infractions au Code criminel — total	10 195	9 961	10 589	11 267	11 526
Loi sur les aliments et drogues	172	222	201	241	265
Infractions aux lois fédérales	2	1	2	2	1
Infractions aux lois provinciales	29	14	9	7	6
Règlements municipaux	17	13	22	29	41
Autres lois et règlements — total	220	250	234	279	313
Grand Total	10 415	10 211	10 823	11 546	11 839

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
	3	3	6	2	6	4	5	47
	0	1	0	0	0	0	0	1
	11	17	11	9	7	8	12	113
	1 407	1 337	1 410	1 284	1 238	1 287	1 189	15 126
	160	153	135	151	117	101	113	1 544
	305	331	402	365	341	385	332	4 260
	547	520	586	593	521	496	537	6 487
	2 433	2 362	2 550	2 404	2 230	2 281	2 188	27 578
	69	57	84	85	67	59	70	822
	1 706	1 769	2 064	1 853	1 989	1 842	1 681	21 477
	1 147	1 198	1 336	1 393	1 402	1 296	1 068	14 747
	3 809	4 100	4 453	4 420	3 951	3 607	3 529	43 719
	26	28	43	37	41	31	23	371
	558	589	561	622	716	626	628	7 341
	1 115	1 204	1 211	1 169	1 131	1 033	901	12 706
	8 430	8 945	9 752	9 579	9 297	8 494	7 900	101 183
	34	33	45	52	104	134	15	553
	8	22	22	17	21	18	19	220
	522	503	510	567	557	527	425	5 903
	198	262	287	262	242	246	263	2 861
	762	820	864	898	924	925	722	9 537
	11 625	12 127	13 166	12 881	12 451	11 700	10 810	138 298
	236	236	221	217	316	255	197	2 779
	1	0	1	2	0	1	2	15
	2	15	7	7	11	9	3	119
	35	35	45	34	39	24	34	368
	274	286	274	260	366	289	236	3 281
	11 899	12 413	13 440	13 141	12 817	11 989	11 046	141 579

La criminalité

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation 2002 / 2001
Crimes contre la personne						
Homicides	41	52	49	66	47	-28,8 %
Autres infractions entraînant la mort	2	3	5	5	1	-80,0 %
Tentatives de meurtre	116	121	147	102	113	10,8 %
Voies de fait	13 873	14 189	17 535	15 849	15 126	-4,6 %
Agressions sexuelles	1 380	1 370	1 500	1 480	1 544	4,3 %
Vols qualifiés	4 967	5 209	4 648	4 455	4 260	-4,4 %
Autres infractions contre la personne	6 355	6 886	7 764	6 832	6 487	-5,0 %
Total	26 734	27 830	31 648	28 789	27 578	-4,2 %
Crimes contre la propriété						
Crimes d'incendie	884	812	1 053	1 007	822	-18,4 %
Introductions par effraction	32 192	28 582	26 988	22 850	21 477	-6,0 %
Vols de véhicules-moteur	19 881	18 241	17 653	16 659	14 747	-11,5 %
Vols simples	49 971	45 858	47 007	44 405	43 719	-1,5 %
Possession de biens volés	549	546	588	502	371	-26,1 %
Fraudes	5 583	5 888	6 246	6 539	7 341	12,3 %
Méfais	15 012	14 192	15 426	13 604	12 706	-6,6 %
Total	124 072	114 119	114 961	105 566	101 183	-4,2 %
Autres infractions au Code criminel						
Prostitution	620	508	597	454	553	21,8 %
Infractions relatives aux armes à feu	268	256	317	272	220	-19,1 %
Infractions contre l'administration de la loi						
et de la justice	4 030	4 834	5 784	5 858	5 903	0,8 %
Autres C.C.	3 203	2 631	3 119	2 298	2 861	24,5 %
Total	8 121	8 229	9 817	8 882	9 537	7,4 %
Délits et infractions au Code criminel — total						
	158 927	150 178	156 426	143 237	138 298	-3,4 %
Loi sur les aliments et drogues						
	3 048	2 672	3 019	2 963	2 779	-6,2 %
Infraction aux lois fédérales						
	8	10	33	7	15	114,3 %
Infraction aux lois provinciales						
	387	585	565	184	119	-35,3 %
Règlements municipaux						
	158	117	106	239	368	54,0 %
Grand total	162 528	153 562	160 149	146 630	141 579	-3,4 %

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité par centre opérationnel

Centre opérationnel	Ouest	Sud	Nord	Est	Total
Crimes contre la personne					
Homicides	9	17	14	7	47
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	1	1
Tentatives de meurtre	25	27	43	18	113
Voies de fait	3 427	4 265	3 880	3 554	15 126
Agressions sexuelles	311	435	393	405	1 544
Vols qualifiés	821	1 534	1 059	846	4 260
Autres infractions contre la personne	1 554	1 741	1 531	1 661	6 487
Total	6 147	8 019	6 920	6 492	27 578
Crimes contre la propriété					
Crimes d'incendie	256	203	162	201	822
Introductions par effraction	5 281	6 176	5 970	4 050	21 477
Vols de véhicules-moteur	3 144	3 218	3 695	4 690	14 747
Vols simples	8 328	17 203	10 819	7 369	43 719
Possession de biens volés	74	97	104	96	371
Fraudes	1 900	2 030	1 878	1 533	7 341
Méfais	3 210	3 647	3 159	2 690	12 706
Total	22 193	32 574	25 787	20 629	101 183
Autres infractions au Code criminel					
Prostitution	87	378	67	21	553
Infractions relatives aux armes à feu	49	69	54	48	220
Infractions contre l'administration de la loi					
et de la justice	1 026	1 996	1 655	1 226	5 903
Autres C.C.	730	686	712	733	2 861
Total	1 892	3 129	2 488	2 028	9 537
Délits et infractions au Code criminel — total					
	30 232	43 722	35 195	29 149	138 298
Loi sur les aliments et drogues					
	653	1 010	642	474	2 779
Infractions aux lois fédérales					
	9	2	4	0	15
Infractions aux lois provinciales					
	44	10	41	24	119
Règlements municipaux					
	26	72	225	45	368
Grand total	30 964	44 816	36 107	29 692	141 579

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité par poste de quartier Centre opérationnel ouest

Poste de quartier	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	13	14	Total
Crimes contre la personne														
Homicides	2	0	1	0	0	0	0	3	0	0	1	1	1	9
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	0	0	1	0	0	3	1	3	1	8	5	2	1	25
Voies de fait	116	201	257	212	315	251	173	390	195	393	373	292	259	3 427
Agressions sexuelles	9	11	29	12	40	29	15	37	8	34	29	35	23	311
Vols qualifiés	41	27	56	56	96	65	46	82	49	67	101	88	47	821
Autres infractions contre la personne	72	100	115	105	168	126	69	162	91	158	166	125	97	1 554
Total	240	339	459	385	619	474	304	677	344	660	675	543	428	6 147
Crimes contre la propriété														
Crimes d'incendie	10	28	26	18	34	11	13	38	14	27	17	11	9	256
Introductions par effraction	356	223	313	289	666	532	448	619	233	488	521	360	233	5 281
Vols de véhicules-moteur	146	74	83	99	761	362	326	210	79	312	316	283	93	3 144
Vols simples	441	333	367	468	1386	935	611	656	437	820	830	815	229	8 328
Possession de biens volés	1	4	3	2	13	10	6	10	1	11	8	3	2	74
Fraudes	77	55	111	139	226	222	169	99	98	172	229	224	79	1 900
Méfaisits	232	174	189	289	420	266	184	285	125	229	346	272	199	3 210
Total	1 263	891	1 092	1 304	3 506	2 338	1 757	1 917	987	2 059	2 267	1 968	844	22 193
Autres infractions au Code criminel														
Prostitution	0	3	6	1	3	47	5	4	0	6	6	2	4	87
Infractions relatives aux armes à feu	3	4	4	7	9	0	3	5	1	3	5	3	2	49
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice														
la loi et de la justice	58	50	74	45	107	88	45	165	34	119	128	72	41	1 026
Autres C.C.	24	28	36	62	135	85	41	50	56	65	65	63	20	730
Total	85	85	120	115	254	220	94	224	91	193	204	140	67	1 892
Délits et infractions au Code criminel — total														
	1 588	1 315	1 671	1 804	4 379	3 032	2 155	2 818	1 422	2 912	3 146	2 651	1 339	30 232
Loi sur les aliments et drogues														
Loi sur les aliments et drogues	84	31	34	36	111	89	46	63	19	31	41	45	23	653
Infractions aux lois fédérales	0	0	0	0	7	1	0	0	0	0	0	1	0	9
Infractions aux lois provinciales	3	0	2	2	5	1	1	0	0	21	4	4	1	44
Règlements municipaux	1	1	0	0	5	3	0	0	2	12	2	0	0	26
Total du centre opérationnel ouest	1 676	1 347	1 707	1 842	4 507	3 126	2 202	2 881	1 443	2 976	3 193	2 701	1 363	30 964

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité par poste de quartier Centre opérationnel sud

Poste de quartier	12	15	16	17	18	19	20	21	22	23	Total
Crimes contre la personne											
Homicides	2	1	0	1	1	0	5	4	2	1	17
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	2	1	0	0	3	0	11	5	2	3	27
Voies de fait	189	247	347	307	506	175	592	835	495	572	4 265
Agressions sexuelles	13	35	30	42	62	24	42	64	46	77	435
Vols qualifiés	97	71	40	81	153	38	294	327	258	175	1 534
Autres infractions contre la personne	83	153	144	122	233	62	198	253	231	262	1 741
Total	386	508	561	553	958	299	1 142	1 488	1 034	1 090	8 019
Crimes contre la propriété											
Crimes d'incendie	9	21	14	12	34	12	21	16	18	46	203
Introductions par effraction	364	364	378	532	752	546	929	866	678	767	6 176
Vols de véhicules-moteur	119	162	110	140	225	242	531	644	414	631	3 218
Vols simples	829	267	319	632	916	1 283	4 716	5 457	1 401	1 383	17 203
Possession de biens volés	5	1	4	2	6	11	16	26	14	12	97
Fraudes	169	76	101	110	131	147	642	337	147	170	2 030
Méfaisits	172	377	275	246	501	218	534	577	323	424	3 647
Total	1 667	1 268	1 201	1 674	2 565	2 459	7 389	7 923	2 995	3 433	32 574
Autres infractions au Code criminel											
Prostitution	2	0	1	4	17	0	3	67	208	76	378
Infractions relatives aux armes à feu	6	3	2	5	4	4	14	15	11	5	69
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice											
la loi et de la justice	59	152	110	103	213	55	192	575	234	303	1 996
Autres C.C.	78	31	36	39	69	54	132	150	46	51	686
Total	145	186	149	151	303	113	341	807	499	435	3 129
Délits et infractions au Code criminel — total											
	2 198	1 962	1 911	2 378	3 826	2 871	8 872	10 218	4 528	4 958	43 722
Loi sur les aliments et drogues											
Loi sur les aliments et drogues	47	69	31	32	49	20	210	400	62	90	1 010
Infractions aux lois fédérales	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2
Infractions aux lois provinciales	0	0	0	0	0	1	0	8	0	1	10
Règlements municipaux	2	1	1	0	9	0	16	26	14	3	72
Total du centre opérationnel sud	2 247	2 032	1 943	2 410	3 885	2 892	9 099	10 652	4 604	5 052	44 816

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité par poste de quartier Centre opérationnel nord

Poste de quartier	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	Total
Crimes contre la personne																
Homicides	1	1	2	0	0	0	2	0	0	0	0	2	3	2	1	14
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	0	12	1	1	0	1	9	0	2	9	4	0	2	0	2	43
Voies de fait	119	385	272	250	258	239	332	308	189	311	324	180	139	163	411	3 880
Agressions sexuelles	7	24	29	22	39	23	41	35	22	22	38	13	21	15	42	393
Vols qualifiés	39	111	45	94	69	34	84	56	58	54	92	51	51	56	165	1 059
Autres infractions contre la personne	72	127	96	116	125	81	112	107	68	126	139	83	58	77	144	1 531
Total	238	660	445	483	491	378	580	506	339	522	597	329	274	313	765	6 920
Crimes contre la propriété																
Crimes d'incendie	8	14	8	11	8	11	5	3	7	14	18	9	14	6	26	162
Introductions par effraction	388	486	462	464	346	148	288	212	299	237	537	238	496	463	906	5 970
Vols de véhicules-moteur	236	216	139	310	336	221	296	199	201	118	245	201	198	239	540	3 695
Vols simples	655	784	738	720	698	277	344	334	465	475	946	343	1 126	686	2 228	10 819
Possession de biens volés	3	6	9	12	10	6	9	5	3	3	8	7	5	7	11	104
Fraudes	138	157	198	141	113	59	81	156	81	88	160	79	162	81	184	1 878
Méfaisits	158	290	192	294	215	122	144	181	142	191	226	116	274	189	425	3 159
Total	1 586	1 953	1 746	1 952	1 726	844	1 167	1 090	1 198	1 126	2 140	993	2 275	1 671	4 320	25 787
Autres infractions au Code criminel																
Prostitution	0	2	0	4	3	1	19	0	3	4	8	11	4	4	4	67
Infractions relatives aux armes à feu	2	8	1	5	6	4	3	4	3	5	2	2	3	1	5	54
Infractions contre l'administration de la loi et justice																
de la loi et justice	34	136	95	144	128	117	165	116	48	172	119	85	57	93	146	1 655
Autres C.C.	42	51	99	49	50	41	51	38	52	29	44	29	45	30	62	712
Total	78	197	195	202	187	163	238	158	106	210	173	127	109	128	217	2 488
Délits et infractions au Code criminel — total																
	1 902	2 810	2 386	2 637	2 404	1 385	1 985	1 754	1 643	1 858	2 910	1 449	2 658	2 112	5 302	35 195
Loi sur les aliments et drogues																
Loi sur les aliments et drogues	9	45	37	70	145	16	35	27	25	43	22	20	38	28	82	642
Infractions aux lois fédérales	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Infractions aux lois provinciales	1	2	0	4	2	2	1	0	2	5	8	0	9	2	3	41
Règlements municipaux	1	12	8	3	2	36	32	2	1	118	0	1	7	1	1	225
Total du centre opérationnel nord	1 913	2 871	2 431	2 714	2 553	1 439	2 055	1 783	1 671	2 024	2 940	1 470	2 712	2 143	5 388	36 107

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité par poste de quartier Centre opérationnel est

Poste de quartier	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	Total
Crimes contre la personne												
Homicides	2	0	1	0	0	0	2	1	0	0	1	7
Autres infractions entraînant la mort	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Tentatives de meurtre	1	3	2	0	2	0	1	1	4	2	2	18
Voies de fait	311	594	284	201	278	331	295	204	335	443	278	3 554
Agressions sexuelles	38	47	29	23	30	36	36	16	58	49	43	405
Vols qualifiés	97	75	77	68	91	87	44	60	113	71	63	846
Autres infractions contre la personne	134	221	125	88	122	133	186	127	148	225	152	1 661
Total	583	940	518	380	523	588	564	409	658	790	539	6 492
Crimes contre la propriété												
Crimes d'incendie	16	26	20	12	15	9	26	12	18	7	40	201
Introductions par effraction	362	442	348	237	325	313	400	383	323	567	4 050	
Vols de véhicules-moteur	347	350	469	462	440	306	301	614	571	299	531	4 690
Vols simples	477	576	497	853	688	606	509	855	979	520	809	7 369
Possession de biens volés	9	5	6	1	6	7	15	5	12	13	17	96
Fraudes	105	169	111	155	85	152	177	163	183	96	137	1 533
Méfaisits	202	304	215	156	222	256	288	244	191	270	342	2 690
Total	1 518	1 872	1 666	1 876	1 781	1 686	1 629	2 293	2 337	1 528	2 443	20 629
Autres infractions au Code criminel												
Prostitution	3	0	10	1	3	0	2	1	0	0	1	21
Infractions relatives aux armes à feu	4	8	2	2	3	8	9	4	2	2	4	48
Infractions contre l'administration de la loi et justice												
de la loi et justice	94	232	78	49	85	162	73	62	129	167	95	1 226
Autres C.C.	46	60	48	75	76	106	83	48	76	49	66	733
Total	147	300	138	127	167	276	167	115	207	218	166	2 028
Délits et infractions au Code criminel — total												
	2 248	3 112	2 322	2 383	2 471	2 550	2 360	2 817	3 202	2 536	3 148	29 149
Loi sur les aliments et drogues												
Loi sur les aliments et drogues	36	56	23	59	28	57	33	35	34	79	34	474
Infraction aux lois fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infraction aux lois provinciales	6	3	0	1	1	1	5	1	2	2	2	24
Règlements municipaux	1	3	0	16	3	2	1	11	1	5	2	45
Total du centre opérationnel est	2 291	3 174	2 345	2 459	2 503	2 610	2 399	2 864	3 239	2 622	3 186	29 692

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Criminalité adulte et délinquance juvénile

	2001			2002		
	Adultes accusés	Juveniles accusés	Traité hors cour	Adultes accusés	Juveniles accusés	Traité hors cour
Crimes contre la personne						
Homicides	72	1	0	37	0	0
Autres infractions entraînant la mort	2	0	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	50	5	0	36	7	0
Voies de fait	7 117	626	668	6 323	500	497
Agressions sexuelles	151	20	20	106	19	23
Vols qualifiés	709	216	69	603	171	76
Autres infractions contre la personne	2 089	150	250	1 846	127	135
Crimes contre la propriété						
Crimes d'incendie	28	11	28	10	3	14
Introductions par effraction	873	139	135	602	79	83
Vols de véhicules-moteur	355	75	38	265	63	11
Vols simples	3 817	569	451	3 306	444	333
Possession de biens volés	164	14	10	128	28	1
Fraudes	593	27	29	278	14	11
Méfais	457	186	239	329	89	242
Autres infractions au Code criminel						
Prostitution	246	0	1	214	2	1
Infractions relatives aux armes à feu	119	16	8	68	8	4
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice						
Autres C.C.	379	19	52	158	7	53
Délits et infractions au Code criminel — total						
	19 898	2 363	2 007	16 896	1 769	1 490
Loi sur les aliments et drogues						
Loi sur les aliments et drogues	1 452	317	25	1 246	219	20
Infractions aux lois fédérales	163	0	0	89	3	0
Infractions aux lois provinciales	261	15	0	254	3	0
Règlements municipaux	125	26	0	190	44	1
Grand Total						
	21 899	2 721	2 032	18 675	2 038	1 511

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20)

Sécurité routière et règlements de la circulation

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation 2002 / 2001
Conduite dangereuse						
d'un véhicule automobile, causant la mort	38	54	143	92	107	16,3
d'un véhicule automobile, causant des lésions corporelles	0	2	2	0	0	0,0
d'un véhicule moteur	3	5	6	7	5	-28,6
	35	47	135	85	102	20,0
Délits de fuite						
Code criminel	4 871	19 279	21 789	19 629	17 480	-10,9
Code de la sécurité	4 871	352	848	277	261	-5,8
	N/D	18 927	20 941	19 352	17 219	-11,0
Capacités de conduire affaiblies						
conduire avec facultés affaiblies	1 669	2 871	2 953	2 748	2 430	-11,6
d'un véhicule automobile causant la mort	1 626	2 837	2 909	2 704	2 380	-12,0
causant des lésions corporelles	1	1	1	5	1	-80,0
	42	33	43	39	49	25,6
Conduite d'un véhicule routier pendant une interdiction						
Code criminel	71	105	99	101	148	46,5
	71	105	99	101	148	46,5

Source : EVSB43ST.XLS (03-01-20) et Régistre d'événement : Liste EVRB19SP

Contraventions pour l'année 2002

Centres opérationnels	Ouest	Sud	Nord	Est	Autres Unités	Total
Contraventions — infractions en mouvement	44 433	35 868	43 917	28 093	23 933	176 244
Contraventions — infractions à l'arrêt	14 457	25 527	27 640	20 769	3 772	92 165

Affaires corporatives

Cette Division a produit les éditions bimestrielles d'*Évolution* ainsi que le *Bilan annuel 2001*, déposé à la Commission de la sécurité publique (CSP) à sa réunion du 31 mai. Elle a également formulé les réponses aux questions des élus et des représentants de groupes de citoyens en vue des séances du conseil municipal et des réunions de la CSP. Enfin, son personnel a émis bon nombre de documents administratifs pour consultation et approbation par les membres de la CSP, dont le dossier du changement des armes à feu, le mécanisme de répartition des sommes générées par les produits de la criminalité, la question du « pay duty » et le dossier vélo-sécur.

Dans le but de bien informer les élus et les citoyens, un processus de circulation de l'information et de traitement des dossiers a été élaboré. Celui-ci facilite la communication constante entre le SPVM et les divers paliers de la nouvelle Ville de Montréal, dont le comité exécutif, la CSP et les responsables politiques et administratifs. À l'interne, le personnel a développé un plan d'amélioration et de faisabilité de son site intranet.

En matière de lutte au terrorisme, en plus d'assurer la coordination avec nos partenaires de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie royale du Canada, un bilan des mesures mises de l'avant par le Service, dans la foulée des attentats terroristes et de la nouvelle structure de gestion tripartite, a été élaboré et présenté par la direction aux membres de l'Association canadienne des chefs de police. Outre le suivi quotidien d'une centaine de dossiers d'affaires publiques et d'intérêt pour le SPVM, une analyse des tendances en matière de toxicomanie a été effectuée. Tout comme plusieurs autres unités du Service, le personnel a participé à plusieurs colloques et tables rondes en regard du terrorisme.

Parmi les dossiers de développement, l'élaboration d'une offre de service pour les Aéroports de Montréal a nécessité la mise sur pied d'un comité de travail multidisciplinaire. Dans le cadre des travaux du chantier sur l'optimisation des processus administratifs et opérationnels, on a recommandé, entre autres, la mise sur pied d'une régie de la qualité visant l'implantation en trois volets — optimisation des processus, suivi de la qualité et traitement des plaintes en matière de qualité de service — de la gestion transversale d'amélioration continue.

De plus, diverses rencontres ont été organisées à l'interne, dont celle du 30 janvier portant sur la réponse antiterroriste du SPVM, quatre petits-déjeuners des cadres et sept cérémonies de prestation de serment de nouveaux employés policiers et civils, portant à 27 le nombre de cérémonies tenues depuis l'entrée en fonction du directeur Michel Sarrazin, le 18 septembre 1998. Enfin, la Division a élaboré une position organisationnelle visant à répondre aux irritants soulevés par la nouvelle procédure *Tenue et maintien*.

En matière de partenariat et de rayonnement, plusieurs activités ont été mises de l'avant, dont le petit-déjeuner du service avec les représentants de la communauté noire et la participation au lancement des activités de la Saint-Patrick. Dignes de mention également : la délégation de représentants du service à la rencontre *Pour une justice en équilibre* et la collaboration de cadres lors de la Semaine québécoise de déficience intellectuelle. Pour ce qui est de l'intervention policière en santé mentale, le SPVM a été l'hôte de la première Conférence nationale organisée par la Section de la prévention et des relations communautaires en collaboration avec Urgence Psychosociale-Justice dont les Affaires corporatives ont assuré la stratégie médiatique. On a en outre participé au 14^e colloque du Réseau québécois de villes et villages en santé, forum par excellence sur la qualité de vie municipale. Enfin, c'est avec fierté que le SPVM a accueilli six délégations provenant de la France, de la Belgique, des États-Unis et de la Chine dont les membres sont venus pour se familiariser avec la police de quartier.

Lors de la Semaine québécoise de la police tenue du 12 au 18 mai, la Division a coordonné l'ensemble des activités du SPVM, dont deux expositions publiques d'envergure au centre commercial Angrignon et aux Galeries d'Anjou.

Centre d'urgence 9-1-1

En 2002, le Centre d'urgence 9-1-1 a accueilli 51 visiteurs en provenance du Brésil, de la Chine, de la Malaisie, de l'Arabie saoudite et de la France, entre autres. En prévision de l'intégration des services d'incendie du territoire, le centre a revu l'ensemble des protocoles d'opération. Sur le plan des ressources humaines, 12 nouveaux proposés au tri des appels ont été embauchés pour combler des postes devenus vacants. En fin d'année, le centre a signé une entente avec la firme Microcell qui lui accorde des redevances mensuelles pour chaque abonné sans fil, comme cela est d'usage dans la téléphonie filaire.

	2001	2002
Contrôle — Activités		
Nbre d'appels	1 293 473	1 338 959
Temps moyen de traitement	47 s	47 s
% délai de réponse (0-<6 s)	95,92	95
% délai de réponse (6-<12 s)	1,33	1,33
% délai de réponse (12+ s)	2,75	3,67

Plaintes

Citoyen, total	38	43
Citoyen, fondée	12	5

Bureau du taxi

Le Bureau du taxi a reçu le mandat du comité exécutif de la Ville de Montréal de mettre en place une réglementation portant sur l'industrie du remorquage. Il a également révisé le Règlement relatif au transport par taxi sur le territoire de de Montréal en vue de l'arrimer à la nouvelle loi provinciale adoptée en juin 2002, et a entamé, en collaboration avec le ministère des Transports du Québec, la révision des cours de formation offerts aux chauffeurs.

	2001	2002
Fiches d'inspection remplies	2 665	3 639
Permis de travail retirés	33	76
Inspection au garage	7 237	7 088
Plaintes reçues		
- de l'industrie	74	147
- du public	414	200
Total des plaintes reçues	488	347
Transactions SAAQ		
Renouvellement de permis de travail	4 486	4 639
Examen	998	972
Taux de réussite à l'examen	66,3 %	66,6 %
Acquisition de permis de taxi	408	344
Renouvellement de permis de taxi	4 921	4 857

Missions extérieures

Le SPVM a dégagé trois policiers pour une mission d'observation en Bosnie-Herzégovine et un officier, en réponse à une demande de l'Union européenne, qui assure la relève des Nations Unies depuis janvier 2003, demande faite par l'entremise de la Gendarmerie royale du Canada. Au Kosovo, la mission de maintien de la paix, entreprise par quatre policiers du SPVM, s'est bien déroulée. À leur retour au Canada, trois autres policiers du Service ont assuré la rotation. Enfin, la mission de maintien de la paix des quatre policiers envoyés au Timor oriental a été couronnée de succès. À leur retour au pays, deux autres membres du SPVM ont assuré la relève.

Commercialisation

Le volet *Commercialisation* a connu une augmentation de 20 % des demandes de service par rapport à 2001. Une clientèle diversifiée a fait appel à l'expertise professionnelle du SPVM dans les secteurs suivants, principalement : escorte de fardier, sécurité sur les plateaux de tournage, rassemblements « Rave », sécurité à l'aéroport de Montréal et armurerie. La formation offerte aux services policiers et aux sociétés privées porte sur quatre domaines spécialisés : le traitement des appels, la filature, le programme de prévention du suicide et les sièges de bébé en sécurité routière.

La Division de la planification stratégique et budgétaire assure une veille stratégique sur les différents facteurs d'ordre sociodémographique, socio-économique, criminel et autres afin d'identifier et d'évaluer ceux qui pourraient influencer et façonner les préoccupations et les orientations du service ainsi que sa prestation de services. La Division entreprend ou coordonne également des recherches de développement évaluatives et descriptives en matière de lutte aux crimes et aux désordres, et de résolution de problèmes sociaux et de gestion. Enfin, elle agit comme conseil auprès de la direction dans les orientations stratégiques et offre un soutien à l'ensemble des unités.

La Division est également responsable de la planification et du suivi budgétaire. À ce titre, elle établit les stratégies organisationnelles budgétaires, assure le respect des règles de gestion, appuie et conseille les directions dans leur gestion budgétaire.

Principaux projets de recherche et de développement

La Division a procédé à la lecture de l'environnement externe du SPVM et de ses grands enjeux, à la lumière de la nouvelle Ville de Montréal et de la nouvelle carte policière, en vue d'élaborer les orientations stratégiques et le plan d'action du Service pour 2003.

Les conseillers de la Division ont contribué à la rédaction du document traitant de sécurité publique dans le cadre du Sommet de Montréal, qui s'est tenu les 4, 5 et 6 juin, de même qu'à la recension des diagnostics, analyses et autres documents de soutien nécessaires à l'évaluation du fonctionnement de la police de quartier, effectuée par une firme externe et dont les résultats ont été livrés au mois d'août.

Les données du recensement 2001 ont marqué le début d'une série de traitements et d'analyses portant notamment sur le profil par âge et par sexe de la population de Montréal afin de dresser le portrait du vieillissement de la population et de réalités urbaines comme le choix de logements et de quartiers.

Une analyse descriptive de 30 services de sécurité du centre-ville, responsables de la surveillance des corridors souterrains ou en surface ouverts au public, a été effectuée afin, notamment, d'en saisir l'ampleur et d'en mesurer la portée sur notre prestation policière. Le groupe de travail sécurité publique a déposé au directeur général de la Ville son rapport sur la définition des rôles et des responsabilités des différents intervenants associés à la sécurité sur le territoire, selon la nouvelle structure de la Ville de Montréal.

La DPSB a recensé les écrits sur les désordres et les incivilités, publiés pour la plupart en France et aux États-Unis, afin d'établir une définition et de délimiter un cadre d'intervention policière approprié au nouveau contexte structurel urbain. Elle a entrepris d'autres études, notamment une analyse de la distribution de la main-d'œuvre et des écoliers et de la portée de cette population flottante sur les services policiers; la collecte et l'analyse de données sur les enlèvements et les disparitions, sur la discrimination et la violence dont sont victimes les travailleuses du sexe, sur le recel, sur la portée de l'âge et du sexe des victimes et infracteurs, sur la criminalité à Montréal et dans 25 grandes villes nord-américaines et sur l'évolution de la criminalité de violence au cours des cinq dernières années sur le territoire.

Intervention policière et communautés culturelles

Des conseillers ont participé à la conception de la programmation de la Semaine d'actions contre le racisme, aux travaux du sous-comité de recrutement du Service et au Programme d'accès à l'égalité, notamment à sa campagne de promotion et d'affichage.

Résultats et démarches de sondage

La Division a effectué un sondage dans trois quartiers du territoire afin d'évaluer la portée du crime organisé et de ses manifestations visibles sur les résidents. Un autre sondage a été effectué auprès d'un échantillon de 2 325 plaignants et victimes de crimes contre la personne et la propriété (voie de fait, vol qualifié, vol simple, vol d'auto et cambriolage résidentiel) afin d'évaluer la qualité générale des services des enquêteurs des centres opérationnels et du suivi des dossiers auprès de la clientèle.

Éthique

Le module Éthique, dont la mission principale est de conseiller la direction et l'ensemble du personnel en matière de dilemmes éthiques, a rédigé son énoncé de mission et ses conseillers ont participé à plusieurs rencontres, formations, colloques et comités externes. Ils ont également élaboré, en partenariat avec l'Institut québécois d'éthique appliquée, un projet pilote de quatre journées de formation en éthique à l'intention de 40 employés policiers et civils. De plus, 5 025 dépliants portant sur l'éthique et la mission du module ont été postés au personnel du service

Développement et consolidation

Les conseillers de cette section ont entamé l'analyse des processus de gestion des documents et d'archivage du SPVM et l'analyse évaluative de l'efficacité de la Section de la planification opérationnelle en fonction de l'évaluation de la police de quartier. La Section a aussi participé à un groupe de travail chargé d'étudier les recommandations de l'analyse descriptive et évaluative de la Section de la sécurité routière et de la circulation. Enfin, le *Guide de rédaction de rapports d'événement* a été mis à jour et distribué à tous les policiers.

Colloques, groupes de travail externes, publications scientifiques

Des conseillers ont animé ou donné des ateliers portant sur la police communautaire, la santé et sécurité dans les grandes villes, l'étude des risques et des dangers sur les traitements des incivilités et sur la prévention et l'adhésion aux gangs de rue.

Deux articles ont été publiés dans la *Revue internationale de criminologie et de police scientifique*, produite à Genève (Suisse) : *Police et ethnies au Québec, éléments de réflexion*, de Maurice Chalom, et *Les événements du 11 septembre et la sécurité intérieure*, de Georges-André Parent. Par ailleurs, trois conseillers de la Division ont été honorés à titre d'auteurs à l'occasion de la Semaine de la police.

Planification et suivi budgétaire

Cette section a complété les estimations des revenus et dépenses pour l'année 2002, présenté les prévisions budgétaires 2003 du Service dans le contexte de la nouvelle Ville de Montréal et préparé le Programme triennal d'immobilisations 2003-2004-2005 du SPVM. Elle a de plus révisé et décrit une procédure de contrôle de gestion des revenus et dépenses du service et préparé divers dossiers à la demande du comité exécutif, notamment sur les missions extérieures et les règles de partage des produits de la criminalité.

Composée de la Section des enquêtes spéciales, de la Section des enquêtes internes et du module Embauche, la Division des affaires internes effectue les enquêtes visant le personnel du Service de police de la Ville de Montréal ainsi que les vérifications de sécurité pour l'embauche du personnel policier et civil.

En 2002, la Division a reçu 4 383 demandes d'enquêtes et de vérifications, réparties comme suit :

895 demandes d'enquêtes dont :

- 100 ouvertures de dossiers d'enquêtes spéciales
- 105 pour manquements disciplinaires (Section des enquêtes internes);
- 687 enquêtes de réputation concernant l'embauche de candidats policiers et civils (module Embauche)
- 3 pour recommandations visant une décoration méritoire (Section des enquêtes spéciales).

1 661 demandes de vérification ayant trait au profil disciplinaire à des fins de promotion, de probation, de certificats de reconnaissance professionnelle, de citations, de décorations et de médailles de 20 et 30 ans de services distingués.

1 827 demandes de vérification ayant trait aux vérifications de sécurité pour accès aux locaux du service, ainsi que pour les cadets policiers, les brigadiers scolaires et les demandes de corps policiers extérieurs.

Enquêtes spéciales

La Section des enquêtes spéciales est responsable des enquêtes criminelles visant un policier du SPVM ou de tout autre corps policier, à la demande du ministère de la Sécurité publique.

Quatre-vingt-deux dossiers de plaintes criminelles ont été classés, selon la répartition suivante :

Classement

Nbre / catégorie	Personnel SPVM	Personnel autres corps policiers (art. 289)
6 / mises en accusation	3	3
65 / sans mise en accusation	49	16
1 / non fondé	0	1
10 / inactifs	8	2
Total	60	22
En traitement	18	
Grand total	100	

Note : Une plainte qui fait l'objet d'un classement peut provenir d'une période ou d'une année antérieure.

Enquêtes internes

Cette section enquête sur toute allégation provenant de superviseurs ou d'officiers cadres pour manquement au Règlement 106-1 de la C.U.M., le code de discipline interne des policiers.

Enquêtes disciplinaires

La section a traité 99 dossiers de nature disciplinaire, classés comme suit :

- 24 en vertu de l'article 49 (imposition sommaire d'une sanction à la suite d'une reconnaissance de culpabilité par le policier)
- 23 sans mise en accusation
- 22 auditions devant un officier de direction
- 13 au niveau de la Division
- 11 auditions devant un comité de discipline (composé de trois officiers de direction)
- 6 en vertu de l'article 13 (remarque du directeur dans l'intérêt du public et du policier)

Auditions disciplinaires

Vingt auditions disciplinaires, dont six devant un comité de discipline et 14 devant un officier de direction, ont été tenues.

Pour les 62 chefs d'accusation portés contre les policiers du Service de police de la Ville de Montréal, il en est résulté un verdict de non-culpabilité et 61 verdicts de culpabilité portant sur 51 policiers; les sanctions se répartissent comme suit :

- 30 suspensions totalisant 152 jours de suspension sans traitement
- 15 avertissements
- 13 réprimandes
- 3 destitutions pour deux policiers

Sanctions selon l'article 49 du règlement 106-1 de la C.U.M.

En regard de cet article, les 25 chefs d'accusations de culpabilité contre 25 policiers ont généré les sanctions suivantes :

- 10 avertissements
- 8 suspensions totalisant 22 jours de suspension sans traitement
- 7 réprimandes

Enquêtes d'embauche

Sous la responsabilité de la Section des enquêtes internes, ce module a effectué 687 enquêtes de réputation pour l'embauche de 373 candidats policiers et 314 candidats civils.

Ce module a également effectué 1 827 enquêtes de sécurité de personnes pour différents motifs répartis comme suit :

- 1 381 vérifications de sécurité pour accès aux locaux
- 193 vérifications pour brigadiers scolaires
- 152 vérifications de sécurité pour cadets policiers
- 82 vérifications de sécurité pour stagiaires
- 19 vérifications pour corps policiers extérieurs

Déontologie

Le commissaire à la déontologie policière du Québec a transmis 448 plaintes déontologiques concernant des policiers du Service de police de la Ville de Montréal. Le rôle du module Déontologie, qui relève de la Section des enquêtes spéciales, est de coordonner et d'assurer la transmission des éléments nécessaires aux enquêtes du commissaire.

Loi sur la police

Assujéti à la Loi sur la police, le Service de police de la Ville de Montréal doit aviser le ministre de la Sécurité publique de toute allégation d'infraction criminelle commise par un membre de son personnel policier (articles 286, 287 et 288). Le SPVM l'a fait à 63 reprises.

Le Service doit également se plier aux exigences de l'article 118 de cette loi. En tout, 106 policiers ont signalé un deuxième emploi. De ce nombre, trois ont fait l'objet d'une enquête afin de valider l'absence de conflit d'intérêt. Les trois étaient dans leur droit.

Dans le cadre de l'élaboration et de l'administration des plans d'action de ses unités, la Direction de la gendarmerie a entrepris une réflexion globale au cours de journées de mise en commun. Après avoir conçu un nouvel outil de travail destiné à la conception et au suivi des plans d'action, elle a rencontré chacun des secteurs, favorisant l'intégration des unités de support, des unités d'enquêtes et des postes de quartier. L'exercice visait principalement l'atteinte d'une vision commune des orientations stratégiques du Service et l'optimisation de l'activité.

Améliorer la sécurité routière et la circulation

Sur l'ensemble du territoire, les policiers du SPVM ont émis 268 409 constats en vertu des lois et règlements sur la sécurité routière, une hausse de 4 % par rapport à 2001. Bien que le bilan annuel des collisions fatales ait augmenté de 22,5 %, passant de 40 décès en 2001 à 49 en 2002, il s'agit du deuxième meilleur bilan routier de la Ville de Montréal au cours des six dernières années.

Au cours des mois de novembre et de décembre, deux activités ont marqué la lutte contre l'alcool au volant : P.A.S. Alcool et la campagne de prévention Nez rouge. Du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre, les policiers ont effectué 189 contrôles routiers au cours desquels 21 638 conducteurs ont été interpellés — dépassant largement l'objectif de 17 500. Trois cent huit ont été soumis à l'appareil de détection et 45 ont été accusés d'avoir conduit avec plus de 80 mg d'alcool par 100 ml de sang. Neuf conducteurs ne respectaient pas les conditions du zéro alcool; un seul a refusé de se soumettre au test de détection.

Le SPVM a de nouveau activement participé à l'Opération Nez rouge, analysant 2 036 formulaires d'offre de service de bénévoles. De ce nombre, 35 personnes ont été refoulées en raison de dossier criminel, soit un taux de refus de 1,72 %. Le SPVM a également été l'hôte d'une soirée au cours de laquelle 145 employés du SPVM ont œuvré à titre de bénévoles.

Gestion des ressources physiques et matérielles — SITI-2

À la suite d'essais de performance effectués en usine, le comité directeur SITI- 2 a choisi le poste de travail (terminal mobile) qui satisfait aux exigences opérationnelles du Service et qui sera installé dans les véhicules. Le comité a autorisé l'achat et le paiement de 500 postes.

Le service à la clientèle — SAGA

Le nombre d'alarmes de catégorie *cambrioleur* a atteint 2 156 et celui de *hold-up* 407, pour un total de 2 563 alarmes fondées, par rapport à 47 623 alarmes non fondées.

Catégorie	Nbre d'alarmes fondées au 31 décembre 2002	Nbre d'alarmes non fondées au 31 décembre 2002	Montant perçu en raison d'alarmes non fondées au 31 décembre 2002 (\$)	Montant perçu en raison d'alarmes non fondées du 12 mai 1997 au 31 décembre 2002 (\$)
Cambrioleur	2 156	45 437	1 838 334	12 699 030
Hold-up	407	2 186	651 185	4 396 849
Total	2 563	47 623	2 489 519	17 095 879

Prévention et relations communautaires

En décembre 2002, la Section de la prévention et des relations communautaires recevait des membres de la communauté à un forum intitulé *Police et communauté culturelle* . L'intention était de maintenir les liens établis au fil des années avec les communautés culturelles et de soumettre une définition des relations avec la communauté aux participants pour discussion. L'exercice a permis de recueillir les réactions des communautés et de trouver ensemble des moyens de concrétiser la définition. Après une brève présentation de l'évolution de l'immigration à Montréal, des groupes de travail ont discuté des quatre volets de la stratégie en matière de relations avec les communautés : information, sensibilisation, concertation et intervention. Un 5 à 7 du directeur des plus convivial, tenu au Quartier général, a clôturé l'événement.

Les données opérationnelles

Le traitement des appels de service

En 2002, le personnel de la Division de la logistique a traité 833 111 appels de service, dont 449 413 appels urgents, 193 706 non urgents et 189 992 au 514 280-2222, ligne téléphonique réservée aux appels qui ne nécessitent pas d'intervention policière immédiate.

Le temps moyen de réponse à un appel urgent (code de priorité 1) par les patrouilleurs du Service a été de 6,1 minutes en 2002. En voici la répartition pour les six dernières années :

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Moyenne globale (min)	9,4	7,5	6,4	6,2	5,8	6,1

Les appels pour colis suspect

Le Service de police a reçu 50 appels pour des colis suspects nécessitant un déplacement de l'escouade technique; 20 ont exigé un désamorçage. Le tableau ci-dessous illustre l'évolution au cours des quatre dernières années.

Année	Nbre d'appels pour colis suspect	Désamorçage	Explosion
2002	50	20	2
2001	32	14	0
2000	69	25	4
1999	103	42	3

Les coups de feu

Vingt-cinq coups de feu ont été tirés par des policiers au cours de 11 événements en 2002.

Nbre d'incidents	Nbre de coups	Type ou raisons du coup	Dispositions de l'enquête
3	3	Coup de feu involontaire (9 mm); nouvelle arme	Formation à l'utilisation du 9 mm
5	8	Animal dangereux (euthanasie)	Destruction de l'animal
3	9	Tir d'un suspect sur deux policiers lors d'une poursuite	Mort d'un policier, arrestation du suspect
	4	Coups de feu tirés vers un évadé dans un véhicule automobile en mouvement	Accusation disciplinaire du policier (arrestation du suspect)
	1	Camion lourd volé qui fonce sur le policier	Formation du policier, enquête en cours

À trois occasions, les policiers ont tiré des coups de feu involontaires, coups qui peuvent être attribués à l'implantation de la nouvelle arme de calibre 9 mm. Lors de cinq événements, les policiers se sont servis de leur arme pour abattre des rats laveurs blessés ou des chiens dangereux. Aucun suspect n'a été atteint lors de fusillades, mais un policier est décédé des suites de ses blessures par balle. Quatre coups de feu ont été tirés par un enquêteur sur un véhicule conduit par un suspect qui tentait de fuir; ce dernier a été arrêté. Enfin, un coup de feu a été tiré par un policier sur un camion lourd volé qui fonçait sur lui et son partenaire.

Services d'ordre et manifestations

Un service d'ordre a pour but de permettre à la population d'assister ou de participer en toute sécurité à un événement socioculturel, sportif ou autre. En 2002, la Direction de la gendarmerie, par le biais de la Section de la planification opérationnelle, a coordonné 1 054 services d'ordre. Parmi ceux qui requièrent un grand déploiement, on compte la marche du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP; participation de 170 policiers) en mars et les festivités de la Saint Jean-Baptiste les 23 et 24 juin (participation de 929 policiers). La Carifesta a attiré environ 60 000 personnes le 7 juillet et le défilé Divers/Cité a intéressé près d'un demi-million de personnes le 5 août. Cinq cent quarante et un policiers ont participé à ces deux événements populaires.

Bien que la grande majorité des services d'ordre se soient déroulés sans heurts, la Direction de la gendarmerie a décidé de réviser ses méthodes à la lumière des difficultés survenues lors de la marche du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) — arrestation de 375 personnes — en mars, de la manifestation contre le G8 en avril et du désordre survenu à l'Université Concordia à l'occasion de la visite prévue (et annulée) de M. Benjamin Netanyahu, ancien premier ministre d'Israël en septembre. La direction a ainsi été en mesure d'améliorer le service d'ordre lors de la marche contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) organisée par diverses associations des universités McGill et Concordia le 31 octobre, soirée d'Halloween. Le nombre de participants a de loin dépassé les prévisions initiales de 2 000 pour atteindre, au plus fort, tout près de 8 000 participants. Aucun incident majeur n'est survenu.

Utilisation du capsicum

Le capsicum a été utilisé 167 fois en 2002 par rapport à 159 en 2001. De ce nombre cinq utilisations étaient injustifiées.

Utilisation du capsicum

	2000	2001	2002
Utilisation	213	159	167
Utilisation non fondée	7	4	5

Poursuites automobiles

Cent vingt-huit poursuites sont survenues sur le territoire; de ce nombre, 121 ont été justifiées par le commandant, 17 ont été abandonnées par les patrouilleurs et 28 ont été annulées en cours de route par le superviseur en fonction. Sept cas sont sous étude. Les poursuites ont occasionné 74 accidents³ au cours desquels neuf fuyards ont été blessés dont un grièvement, trois citoyens et deux policiers légèrement blessés.

Poursuites automobiles

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Nbre de poursuites	38	38	32	66	138	122	142	128
Nbre de suspects tués	0	0	2	0	0	0	0	0
Nbre de suspects blessés	7	8	8	12	16	12	3	9
Nbre de policiers tués	0	0	0	0	0	0	0	0
Nbre de policiers blessés	5	4	2	4	6	6	3	2
Nbre de citoyens tués						0	0	0
Nbre de citoyens blessés					6	3	11	3
Accidents — véhicules du service	15	12	15	19	33	15	18	15

³ Incluant les véhicules du service, ceux des fuyards et ceux des citoyens.

Crimes majeurs

Homicides

Les circonstances entourant les 47 homicides survenus en 2002 se répartissent de la façon suivante :

- 12 événements de drames familiaux, passionnels et conjugaux,
- 15 événements reliés à des querelles, des disputes et des altercations,
- 8 règlements de comptes entre différents groupes reliés aux guerres de gangs,
- 6 événements rattachés à des délits (vols et agressions sexuelles),
- 6 avec autres mobiles (aliénation mentale, meurtre de policier et quatre dont les mobiles sont inconnus).

Les enquêteurs ont résolu 31 cas de l'année en cours et six provenant d'années antérieures, ce qui a porté le taux de réussite à 77 %, comparativement à la moyenne de la dernière décennie de 70 %. Des accusations ont été portées contre 34 personnes, dont 17 accusations de meurtre au premier degré, 12 de meurtre au deuxième degré, 5 d'homicide involontaire. Trois dossiers ont été fermés sans mise en accusation.

Vols qualifiés — institutions financières et maisons de change

La Section des vols qualifiés a traité 163 dossiers, dont 68% concernait des vols qualifiés commis dans des institutions financières et des maisons de change. Les autres enquêtes ont porté sur différents types d'événements comme des attaques de transporteurs, des personnes barricadées, des prises d'otages, et des enlèvements.

Le nombre de vols qualifiés est passé de 207 en 2001 à 111 en 2002. Cette diminution de près de 48% est attribuable en grande partie à l'utilisation accrue de sources enregistrées, au travail par concentration et au suivi des dossiers de cour des prévenus relativement au respect de leurs conditions de remise en liberté. Depuis l'opération *Printemps 2001* au cours de laquelle plusieurs membres et relations de groupes de motards ont été arrêtés et inculpés, le nombre de vols qualifiés n'a cessé de diminuer. Ces groupes commandaient des vols afin de financer leurs opérations. Depuis l'an 2000, les vols avec violence, toutes catégories confondues, sont à la baisse sur le territoire. Les vols qualifiés dans les institutions financières ne font pas exception à la règle. Ce phénomène existe dans plusieurs grandes villes canadiennes.

Agressions sexuelles

Cette Division a traité 1 787 dossiers d'enquête qui se ventilent de la façon suivante :

- 1 523 cas d'agressions sexuelles impliquant 1 550 victimes,
- 148 enquêtes sur les informations transmises par nos partenaires et par les citoyens sur des agresseurs potentiels,
- 24 assistances avec des services policiers extérieurs,
- 92 dossiers connexes (ex. menaces) aux dossiers principaux.

Depuis la mise en place de l'entente multisectorielle entre les ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de la Famille et de l'Enfance et de l'Éducation ainsi que les divers organismes sous leur direction, le nombre de dénonciations a augmenté de 7 %. Cette entente favorise la concertation des divers intervenants sociojudiciaires dans le but d'assurer une réponse adéquate, continue et coordonnée aux besoins d'aide et de protection de l'enfant.

Au nombre de 28, les dossiers liés à la drogue du viol GHB représentent 1,8 % des cas. En collaboration avec la Division du renseignement et de nos partenaires internes et externes, la Direction élabore un projet pilote sur l'encadrement et le suivi des délinquants sexuels sur le territoire de la Ville de Montréal.

Crimes contre la propriété

Les crimes d'incendie sont passés de 972 en 2001 à 773 en 2002, une diminution de 20,5 %, et ont mené à l'arrestation de 92 personnes contre 131 en 2001. Ces baisses sont en partie attribuables à l'arrestation de plusieurs motards criminalisés liés au groupe des Bandidos. À lui seul, ce groupe avait été responsable d'une hausse de 10 % des dossiers d'enquête en 2001.

Crime organisé

Produits de la criminalité

Les interventions de cette section visent principalement à réduire les avoirs des organisations criminelles afin de limiter l'incidence de leurs actions tant en matière de crimes violents que d'infractions criminelles acquiescives. Au cours de l'année 2002, une somme de 2 790 000 \$ en argent a été saisie en vertu du *Code criminel*. En transit dans le compte du procureur du Québec, cette somme doit faire l'objet de jugements de la Cour.

Pour ce qui est des sommes saisies antérieurement, un montant de 800 000 \$ a été confisqué de façon définitive en 2002. Cette somme fera l'objet du partage entre le Conseil du Trésor et le SPVM, conformément aux protocoles établis par le gouvernement du Québec.

De plus, nos enquêtes nous ont permis de confisquer deux immeubles et 21 véhicules. Les montants redevables su SPVM seront ultérieurement déterminés par le prix de vente de ces biens.

ACCES

Le projet ACCES (Action concertée contre l'économie souterraine) se partage en deux catégories : l'inspection systématique d'endroits licenciés et les enquêtes sur la contrebande du tabac et de l'alcool. En lien avec la première catégorie, les enquêteurs ont effectué 1 708 inspections dans les endroits licenciés, dont 15,5 % étaient en infraction; ils ont saisi 8 046 contenants totalisant 5 057 litres de boissons alcooliques et déposé 419 accusations en vertu d'infractions à la Loi sur les infractions en matière de boisson alcoolique.

Sur le plan des enquêtes en matière de contrebande d'alcool et de tabac, les enquêteurs ont ouvert 76 dossiers qui ont mené à l'accusation de 171 personnes sous 768 chefs d'accusation en vertu du *Code criminel* et des lois provinciales. En ce qui concerne les boissons alcooliques, 51 122 contenants ont été saisis pour un total de 66 765 litres d'alcool. En matière de tabac, 2 781 cartouches de cigarettes, 5 025 sacs de tabac et 14 672 cigares ont été saisis. Les enquêtes ont aussi permis la saisie de 485 688 \$ en espèces et de cinq véhicules.

Infiltrations

Les 820 demandes de collaboration et d'assistance ont généré 764 interventions de la part des agents d'infiltration.

Soutien

En plus de voir à la gestion et à la destruction des drogues saisies par les différentes unités du Service, des enquêteurs ont porté des accusations de possession simple de stupéfiants dans 1 954 dossiers. Ils ont fermé 1 300 dossiers par destruction des différentes drogues, sans toutefois porter d'accusations.

Antigang

Le module Antigang a ouvert 138 dossiers dont 118 ont été réglés. Les enquêteurs ont effectué 239 arrestations dont 62 dans le cadre du projet *Amigos* qui visait le groupe de motards criminalisés les Bandidos. Le projet Safari, quant à lui, visait une organisation de revendeurs de stupéfiants du secteur centre-sud et a mené à 30 arrestations. À eux seuls, ces projets ont résulté en 85 perquisitions.

Identification judiciaire

En 2002, la Division de l'identification judiciaire a répondu à 9 634 sorties de scènes de crime contre 8 789 en 2001, une augmentation de 10 %. Quelque 464 personnes ont été identifiées grâce à l'analyse d'empreintes digitales.

Dans le cadre du projet mini-trousse, la participation des policiers des postes de quartier a permis de déceler 658 empreintes positives sur les lieux d'un délit, comparativement à 547 en 2001, une hausse de 20 %. Le projet mini-trousse vise à former et à sensibiliser les policiers des postes de quartier au décèlement et au prélèvement d'empreintes digitales sur les lieux du délit. L'agent de quartier qui utilise la mini-trousse agit comme personne-ressource auprès des policiers de son poste. Les prélèvements d'échantillon du code génétique (ADN) ont connu la hausse anticipée — 1 317 prélèvements ont été effectués en 2002 contre 1078 en 2001, une augmentation de 22 %.

Fraudes

La Section des fraudes de la Division des crimes économiques a enregistré 7 292 événements, soit une légère hausse par rapport aux 7 104 dossiers ouverts en 2001. Les enquêteurs ont travaillé auprès de 11 réseaux de fraudeurs et ont effectué 682 arrestations. Le taux de réussite a connu une légère baisse, passant de 36,8 % en 2001 à 31,8 % en 2002. Parmi les types de fraude à la hausse figurent les fraudes par cartes de débit, qui ont augmenté de 28 %, un phénomène dû principalement à la nouvelle technologie qui facilite la copie des cartes.

Transition vers la nouvelle cour municipale de Montréal

L'année 2002 a présenté un défi de taille pour la Division des services aux cours. En effet une nouvelle structure qui regroupe toutes les fonctions d'agents et d'officiers de liaison a été mise en place afin de mieux répondre à la nouvelle réalité. Entamée en 2002, la restructuration a d'abord mis l'accent sur le regroupement et le rapatriement des effectifs sous un chef-lieu, soit la nouvelle Cour municipale de Montréal.

L'année 2002 a été fructueuse sur le plan des réalisations pour l'ensemble des unités de la Direction du support administratif (DSA), qui a travaillé étroitement avec les entités administratives de la nouvelle Ville de Montréal afin d'assurer l'arrimage entre les services offerts et les besoins. À cet égard, des ententes de service ont été conclues avec la Direction des technologies de l'information ainsi que la Direction de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Dans la foulée des événements du 11 septembre 2001, la DSA a participé activement à l'élaboration d'un plan de préparation de commandement unifié antiterroriste, en collaboration avec la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec. Elle a aussi organisé plusieurs activités, dont une journée d'étude portant sur l'antiterrorisme.

Les unités de la DSA ont activement participé à l'évaluation de la police de quartier, sous le volet valorisation de l'individu et intégration de la culture plus particulièrement.

Ressources humaines

La Division des ressources humaines (DRH) a entamé l'implantation du Plan de développement professionnel (PDP) destiné aux policiers et aux gestionnaires du Service. À la lumière des résultats d'un projet pilote dans les PDQ 4, 23 et 49 et aux enquêtes du Centre opérationnel Nord, le logiciel SIGAL a été modifié. Son alimentation à partir des outils de ressources humaines développés au préalable a pu aussi être effectuée. Il offrira un éventail d'outils d'information et d'évaluation aux policiers, d'une part, et différents renseignements de gestion aux gestionnaires, d'autre part. Les commandants, les lieutenants et les sergents-conseillers des PDQ ont tous été formés pour l'utilisation du PDP en cours d'année.

Le PDP intègre également l'appréciation du rendement, qui constitue le cœur du perfectionnement professionnel. Quelque 33 formulaires policiers ont été créés ou révisés au cours de l'année en vue de leur intégration au logiciel SIGAL. Un comité de travail interne a été constitué pour se pencher sur l'appréciation du rendement des cadres policiers. Le comité a produit un formulaire et un guide en collaboration avec l'École des hautes études commerciales. Il a également élaboré un plan de formation des cadres dont le déploiement est prévu en 2003.

La DRH a poursuivi ses programmes à l'intention des aspirants commandants et des assistants directeurs. Dans le premier cas, 26 candidats ont participé à plusieurs activités de formation, dont des cours en gestion de projet, en créativité et en relations avec les médias. Sur le plan du programme de perfectionnement des cadres supérieurs, dix-huit cadres ont suivi une formation.

En ce qui a trait à la reconnaissance et à la valorisation, la DRH a poursuivi son objectif d'appuyer et d'outiller les gestionnaires et les employés dans le cadre de leur travail, que ce soit par la gestion des activités de reconnaissance organisationnelles, l'intégration des recrues émanant de minorités visibles, le soutien des employés victimes de discrimination, la gestion des conflits à caractère humain ou la gestion de la diversité.

Programme d'accès à l'égalité

Dix ans après la mise en place du Programme d'accès à l'égalité, un plan d'action de trois ans a été élaboré afin d'atteindre les objectifs fixés par le Service. La Section de la sélection et de l'évaluation a entrepris une vaste campagne de recrutement auprès des minorités visibles. Un 5 à 7 du directeur a servi de rampe de lancement à la campagne, qui incluait la mise en place de quatre kiosques d'information, deux nouvelles lignes téléphoniques, deux mois d'affichage dans le métro, la parution d'articles dans *La Gazette*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal* et *L'heure juste*, une présence à Radio-Canada, RDI, CFCF, CKAC et au canal 14, l'organisation d'un tournoi de soccer et le lancement du recrutement sur le site Internet Monster.ca.

Santé et sécurité

La santé et la sécurité demeureront toujours une priorité pour le Service. Plusieurs projets ont ainsi été mis de l'avant afin de maintenir un environnement sécuritaire au travail. La DSA a entamé la phase II du programme de vaccination contre l'hépatite B à l'intention des policiers des 49 postes de quartier. Un volet sur la santé et la sécurité au travail (SST) a été introduit dans le cadre de la formation des recrues et des nouveaux superviseurs. Une formation a été diffusée aux 70 comités en santé et sécurité du SPVM, composés de responsables d'unités et de représentants syndicaux. De plus, une fiche technique d'information traitant de la tuberculose a été élaborée en collaboration avec le Service médical de la Ville de Montréal et distribuée aux unités et aux responsables des équipes locales SST. Par ailleurs, le passage du revolver 357 magnum au pistolet 9 mm a permis de développer un bac de déchargement sécuritaire, maintenant accessible à tous les employés. Des mesures préventives ont été prises afin d'éviter une mauvaise manipulation de l'arme.

Formation

Dans le cadre du Plan de formation 2002, plusieurs projets ont été complétés en regard du maintien des compétences et des choix à faire pour réaliser la mission de l'organisation. Parmi les principaux mandats, mentionnons la formation des recrues et des cadets policiers pour le secteur Patrouille/Gendarmerie, la réalisation de l'offre globale en enquête pour Perfectionnement/Enquêtes, la transition du revolver au pistolet 9 mm pour Emploi de la force et tir et la conduite hivernale d'un véhicule d'urgence pour Formation routière. Le dossier de fusion des unités Tactique et Intervention a résulté en un programme de formation majeur de consolidation des compétences des superviseurs.

La Section de la formation a offert plus de 17 000 jours/personne de formation aux policiers, en plus de rembourser plus de 300 000 \$ en frais de formation externe.

Aménagement et bâtiments

Certaines unités, dont la Sécurité routière, ont été relogées au 4545, rue Hochelaga tandis que les sections de l'information policière, des mandats et des intervention Sud ont été logées au 944, rue Saint-Paul. Enfin, le 1035, rue Rachel abrite maintenant les salles de formation et les centres de relève de la Division de la logistique d'intervention ainsi que la Section de l'information policière.

Parc automobile

La DSA a acheté 156 véhicules en 2002, pour un montant de 4 100 000 \$, et octroyé 17 contrats privés ou publics. De plus, des véhicules spécialisés — poste de commandement mobile, un camion et une remorque pour opérations antiterroristes, quatre minibus équipés de mini-postes de commandement mobile destinés au transport des troupes d'intervention ainsi qu'une remorque pouvant transporter

six chevaux — ont été mis en service. À sa réunion du 18 décembre 2002, le comité exécutif a par ailleurs approuvé le plan de remplacement quinquennal des véhicules d'urgence du Service pour les années 2003 à 2007.

Uniformes

En 2002 a été amorcée l'élaboration d'un plan d'action visant à revoir les processus et les méthodes de travail de la Section des uniformes. Un nouveau processus de commande a été mis en place à la suite de la révision de l'article 33 et des annexes C1 et C2 de la convention collective conclue à la fin 2001. Ce processus a permis d'optimiser l'achat des équipements, dont la pince multifonction.

Armurerie

La nouvelle arme de service — le pistolet Walther 9 mm — a été acceptée par la direction et a été distribuée à plus de 1 200 policiers, qui ont reçu une formation sur son maniement. Par ailleurs, dans le cadre de l'Entente de service entre le SPVM et la Sûreté du Québec, l'entretien et la réparation des armes de service de la SQ se sont poursuivis.

Technologie

La Section de la technologie a pour mandat d'assurer la gestion des technologies électroniques utilisées par toutes les unités du Service afin de permettre aux usagers de tirer pleinement profit des équipements à leur disposition. Dans ce contexte, elle a procédé à l'entretien des divers équipements et systèmes du Service, a mis en application le plan de remplacement des équipements audiovisuels dans les unités et a établi un contrat d'entretien du système de mosaïque d'écrans (VIGIE).

Sur le plan du soutien aux opérations, elle a mis en place le système de retransmission vidéo filaire et hertzienne lors des services d'ordre, a loué des appareils de radio-communication d'appoint pour les besoins estivaux et ponctuels, et a complété une étude technique des dispositifs d'enregistrement vidéo dans les centres de détention.

La Section a aussi participé à l'établissement des devis et au lancement des appels d'offres pour le remplacement du système d'écoute électronique actuel, de même que l'acquisition d'un nouveau système d'enregistrement multipistes et d'un système d'alimentation électrique sans coupure pour la section Information policière. Il faut également souligner l'implantation des outils et des systèmes d'aide à la décision dans le nouveau poste de commandement mobile et l'installation des salles d'interrogatoire vidéo dans les centres opérationnels.

Information policière

Le module Service à la clientèle a comme mission d'appuyer l'ensemble du Service en ce qui a trait à l'interrogation, la diffusion et la mise à jour des données policières. Le module a aussi la responsabilité de confirmer les mandats du SPVM. À ce chapitre, le module

a répondu à plus de 154 000 appels durant l'année 2002. Il a de plus collaboré à la mise à jour des documents en provenance des cours avec la Division des services aux cours, au dossier *Protocole des organismes pour les personnes vulnérables* avec la Section de la prévention et des relations communautaires et au dossier *Opération Nez rouge* avec la Section de la sécurité routière. Enfin, un protocole d'entente a été signé entre le SPVM et l'Agence des douanes et du revenu Canada pour la confirmation de mandats.

Le module Support aux usagers a été appelé à développer et à diffuser de l'information sur l'ensemble des systèmes du Service. Quelque 1 000 jours de formation ont été donnés pour l'ensemble des systèmes informatiques en opération au Service. La conception du programme de formation a été complétée pour le module Écrou dans le cadre du projet *Intégration des données policières*.

Enfin, il faut mentionner la production des rapports de statistiques sur la criminalité pour les unités, lesquels ont été adaptés en fonction de la nouvelle carte des arrondissements de la Ville de Montréal.

Sécurité et intégration des données

Dans le cadre de la gestion des systèmes de données, l'accent a porté principalement sur l'aspect sécurité des systèmes informatiques. À cet égard, la Section a élaboré un plan d'action qui touche aux quatre axes suivants : politique, protection, robustesse et continuité. La Section a aussi été appelée à offrir des services conseils auprès des autres directions, entre autres, avec la participation à la rédaction des cahiers de charge du système Spectre (S3E) et du système de recherche des numéros de téléphone sur Intranet — Infodirect. La Section a de plus agi à titre d'interface principale avec la Direction des technologies de l'information de la Ville de Montréal.

Le Conseil de direction au 31 décembre 2002

Membres

Michel Sarrazin
Directeur du Service

Serge Gascon
Directeur adjoint
Direction des enquêtes

Yves Charette
Directeur adjoint
Direction de la gendarmerie

Jean-Yves Michaud
Assistant directeur
Direction du support administratif

Marc St-Laurent
Assistant directeur
Bureau de l'administration
Direction des enquêtes

Robert St-Jean
Assistant directeur
Bureau de la gestion opérationnelle
Direction des enquêtes

Jacques Lelièvre
Assistant directeur
Bureau de l'administration
Direction de la gendarmerie

Pierre-Paul Pichette
Assistant directeur
Bureau de la gestion opérationnelle
Direction de la gendarmerie

Michel Beaudoin
Assistant directeur
Adjoint au directeur
Division des affaires corporatives

Diane Bourdeau
Assistant directeur
Division de la planification stratégique et budgétaire

Suzanne Bousquet
Assistant directeur
Division des services juridiques

Observateurs

Gilles Derouin
Inspecteur-chef
Responsable de l'itinéraire du changement

Yves Surprenant
Inspecteur-chef
Chef de la Section des communications

Francine Chometon
Assistante administrative

PRODUIT PAR LA DIVISION DES
AFFAIRES CORPORATIVES

Michel Beaudoin
Assistant-directeur / Adjoint du directeur
Chef de la Division des affaires corporatives
1441, rue Saint-Urbain, 9^e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6

Gestion de projet, coordination, rédaction et révision

Louise Boisclair, M.A.
Conseillère aux affaires publiques
Division des affaires corporatives

Collaboration à la recherche et rédaction

Marc Parent
Inspecteur, conseiller
Direction de la gendarmerie

Giovanni DiFeo
L/D, Conseiller
Direction des enquêtes

Josée Larivée
Assistante administrative
Direction du support administratif

Francine Chometon
Assistante administrative
Bureau du directeur

Gilbert Cordeau, Ph.D.
Conseiller en planification
DPSB

Georges-André Parent, M. Sc.
Conseiller en planification
DPSB

Lyne Pelletier
Responsable de la statistique
Section de l'information policière

Gilles Lelièvre
Inspecteur-chef
Division des affaires internes

Coordination graphique

Norman Hogue

Graphisme

Ville de Montréal
Studio de design graphique

ISBN : 2 7647 0276 0 Français
ISBN : 2 7647 0277 9 English
Dépôt légal Bibliothèque du Québec, Bibliothèque du Canada

Mai 2003
Disponible sur le site Internet : www.svvm.qc.ca.
Also available in English.

